

MALSTROM

Editorial de Jacques Cheminade, le 26 octobre 2011

J'écris ces lignes le 26 octobre, alors que l'Europe, les Etats-Unis et le monde semblent inéluctablement entraînés vers le chaos et la destruction, comme ces personnages engloutis par un malstrom marin ou un trou noir de l'espace. Pourtant, rien n'est fatal. A la différence des automates, les êtres humains peuvent toujours se ressaisir. Ma campagne présidentielle vise précisément à susciter ce sursaut, ici et maintenant, en créant les conditions d'une réflexion sur les causes qui nous ont entraînés où nous sommes et en traçant les pistes pour en sortir.

Comme toujours dans ces moments décisifs de l'histoire ou dans une pièce de Shakespeare, la tragédie d'un moment d'exception côtoie la comédie banale de personnages incapables de s'élever à la hauteur des circonstances. Voici Angela Merkel offrant un ourson en peluche à l'heureux père qu'est devenu une fois de plus Nicolas Sarkozy, alors qu'ils ne parviennent pas à jouer leur rôle de dirigeants responsables faute de caractère et de vision. Ils sont les automates d'un système qui ne peut plus être sauvé.

Nicolas Sarkozy ne se cache pas de vouloir renflouer les établissements financiers à tout prix. Il s'efforce de dramatiser les choses non pour changer les règles du jeu destructrices, mais pour tenter d'en sauver les auteurs. Son option consiste à transformer le Fonds européen de stabilité financière (FESF) en banque, afin qu'il puisse s'approvisionner en liquidités auprès de la Banque centrale européenne (BCE), pratiquement sans limites. Le gouvernement français a donc adopté le modèle de ce qui se fait aux Etats-Unis, où la Réserve fédérale fait tourner la planche à billets électronique pour maintenir à flot le système financier ! Angela Merkel, contrainte de tenir compte des résistances historiques de l'Allemagne face au déchaînement hyperinflationniste que provoquerait ce choix, propose d'augmenter la puissance de feu du FESF par un « biais alternatif » : en garantissant 20 % à 30 % des nouvelles dettes émises par des Etats fragiles. Le résultat ne serait cependant pas très différent, et on évoque en tous cas la création d'un super-commissaire pour contrôler ces Etats.

Autrement, Merkel et Sarkozy s'accordent pour dire que 109 milliards d'euros seront suffisants pour le cas grec, à condition que les banques acceptent une forte dévaluation de leurs créances, de l'ordre de 50 à 60 %.

Tout cela ne repose que sur des illusions et des mensonges. La réalité est que les actifs de la BCE s'élèvent aujourd'hui à environ 2300 milliards d'euros pour 82 milliards d'euros de fonds propres : les poches sont vides ! La BCE et les banques européennes sont bourrées d'actifs pourris. Pire encore, les Etats ne contrôlent pratiquement plus rien. Selon une étude de la banque fédérale de New York, les placements mondiaux dans les « banques de l'ombre », ces banques peu ou pas du tout réglementées que les Etats ont laissé se constituer, représentent 16 000 milliards de dollars contre 13 000 milliards d'avoirs bancaires officiels. Sarkozy et Merkel, en ne traitant pas ces vrais sujets, restent les complices bienveillants de dérapages mortels. Déjà, les maîtres chanteurs en tirent les conséquences : les contrats d'assurance à 5 ans couvrant un défaut de la France sont passés à 1,9 % du principal, deux fois plus qu'il y a quelques mois.

C'est sur cette toile de fond qu'il faut mesurer ce que signifient les assassinats ciblés par drone, depuis un bureau du Nevada ou de Virginie, que pratique un Barack Obama, ou le meurtre de sang-froid de Mouammar Kadhafi. Déjà, un shérif adjoint du comté de Montgomery, au Texas, teste l'utilisation de drones équipés de fusils sur ses propres administrés.

Ce qui se passe est un coup d'Etat contre des peuples soumis à l'austérité et menacés, s'ils se révoltent, d'assassinats sans jugement : la fin de l'Etat de droit et de la démocratie.